MALGRÉ LA DOULEUR

La vie reprend son cours normal à Sousse

Plus de trois mille étrangers ont décidé d'interrompre leurs vacances à Sousse suite à l'attentat terroriste qui a fait 39 morts et autant de blessés parmi les touristes étrangers. Il s'agit notamment, de 2 200 Britanniques, 600 Belges et 102 Tchèques à bord d'avions affrétés rapidement par les voyagistes européens soucieux de sauver la vie de leurs clients.

De Tunis, Kamel M'Rabet

En outre, d'autres voyagistes, belges en particulier, ont annoncé l'annulation de leurs réservations, du moins pour les semaines à venir. En revanche, des touristes continuent d'affluer sur la ville de Sousse. Dans la journée même de l'attentat (vendredi) et le lendemain, les aéroports de Monastir et d'Enfidha (proches de la ville de Sousse) n'ont enregistré aucune annulation. Plus d'un millier de touristes européens sont, en effet, arrivés dans la région pour passer, comme prévu, leurs vacances dans les divers hôtels de la ville y compris celui qui a connu le carnage de vendredi. Cette attitude confirme celle des dirigeants des pays européens (France, Allemagne ou autres) qui n'ont pas appelé leurs concitoyens à boycotter la destination «Tunisie».

Dans les autres sites tels Djerba ou Hammamet, la saison touristique se poursuit comme prévu. Aucune annulation n'est venue affecter les programmes établis, selon les responsables régionaux du secteur. Aussi, malgré la tristesse ressentie par cet attentat, le maintien d'une telle activité touristique est-il perçu comme une consolation pour un secteur qui risque de connaître la crise la plus aiguë de son histoire, crise qui sera ressentie, sans doute, par d'autres secteurs. En effet, selon M. Moez Joudi, expert en économie, le taux de croissance, pour le premier semestre de cette année, ne dépassera pas 0,5% s'il ne sera pas négatif. Dans son analyse, il prend en compte les effets automatiques de l'attentat de Sousse sur d'autres secteurs tels que le transport aérien ou le commerce. Il évoque, aussi, une augmentation du chômage que viendraient grossir les éventuels licenciements des travailleurs des hôtels menacés d'annulation des réservations. Ces hôtels — très endettés — ne pourraient plus compter sur un soutien bancaire qui, à l'opposé, comptait sur une bonne saison touristique pour espérer encaisser certaines créances. Ainsi, c'est à une situation inextricable que se trouve confronté le secteur hôtelier.

Dans son analyse, M. Joudi appelle le gouvernement à surseoir à toute nouvelle campagne promotionnelle du secteur touristique et à orienter les investissements vers des secteurs sans lien direct avec le tourisme, en particulier, l'agriculture ou les industries manufacturières. Car, explique-t-il, de nouvelles campagnes en faveur du tourisme n'auraient aucun apport à court terme tant que la sécurité n'est pas totalement rétablie.

Par ailleurs, une mesure réduisant la liberté de circulation des jeunes est entrée en application depuis trois jours. Les personnes âgées de moins de 35 ans sont, en effet, interdites de quitter le territoire national. Dès la propagation de l'information, le ministère de l'Intérieur a vite fait de la nier précisant qu'il s'agissait, plutôt, de simples mesures préventives et qu'au mieux, elle concernerait un nombre limité de jeunes gens. Mais, en fait, il s'agit d'une décision qui est mise en application systématiquement, comme il a été constaté à l'aéroport de Tunis ou rapporté par les correspondants de presse à la frontière tuniso-libyenne.

Cependant, un article publié par un journal électronique algérien et repris par les réseaux sociaux a mis du baume au cœur des Tunisiens.

Ce journal rapporte la détermination des Algériens à venir en masse en Tunisie après le Ramadhan comme l'indique le titre de l'article qui fait dire aux éventuels touristes : «Nous allons envahir les plages tunisiennes après le Ramadhan.» Wait and see.

K. M.

AU LENDEMAIN DE L'ATTENTAT

La Tunisie cherche à sécuriser ses sites touristiques après le carnage

Confrontées à l'essor de la mouvance terroriste, les autorités tunisiennes s'évertuent à trouver les moyens de sécuriser plages et sites touristiques, deux jours après un attentat contre un hôtel en bord de mer qui a fait 38 morts, le plus sanglant de l'histoire du pays.

Vendredi, un jeune Tunisien a fait irruption sur la plage de l'hôtel Riu Imperial Marhaba à Port El Kantaoui, près de Sousse, une kalachnikov cachée dans son parasol, avant d'ouvrir le feu sur les touristes. Des fleurs ont été déposées dimanche sur la plage. Au milieu, sur un papier la mention : «Nous ne vous oublions pas», en anglais.

Sur une plage proche, des policiers en armes faisaient des allers-retours sur des quads, selon une journaliste de l'AFP sur place.

Au moins 15 Britanniques ont péri dans l'attentat selon le Foreign office, un bilan qui pourrait s'alourdir car les autorités tunisiennes n'ont pas encore fini d'identifier les 38 victimes. Londres a par ailleurs averti que «d'autres attaques terroristes en Tunisie étaient possibles». Le groupe Etat islamique (Daesh) a revendiqué l'attaque, affirmant que le terroriste, identifié comme étant Seifeddine Rezgui, né en 1992 et étudiant à Kaïrouan, avait tué «des sujets des Etats de l'alliance croisée».

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Mohamed Ali Aroui, le téléphone portable du tueur présumé, qu'il avait jeté dans la mer, a été retrouvé. «Une seule personne a perpétré l'attentat mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a des gens qui ont aidé» l'assaillant, abattu par la police après le carnage, a-t-il ajouté. Sa famille a été interrogée. Samedi soir, le ministre de l'Intérieur Najem Gharsalli a indiqué que les moyens de protéger «les sites touristiques et les plages par des unités armées de la police» étaient à l'étude.

Avec l'attentat de vendredi et celui du musée du Bardo en mars (22 morts dont 21 touristes), également revendiqué par Daesh, la Tunisie ne peut «plus rester à l'écart de mesures difficiles», a reconnu M. Gharsalli en évoquant la possibilité de mobiliser «au moins 1 000 agents».

Le Conseil national de sécurité tunisien, présidé par le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi, était réuni dans la journée pour décider des «mesures» à prendre.

Avec 1 000 km de littoral, d'innombrables plages et des sites archéologiques de renommée internationale, la Tunisie a très longtemps été l'une des destinations phare des tours opérateurs européens. Mais depuis la révolution de 2011 qui a chassé du pouvoir Zine El Abidine Ben Ali, les bouleversements politiques, les tensions économiques et sociales et la montée du terrorisme ont pesé sur le secteur crucial du tourisme (7% du PIB). Sur le court-terme, les professionnels du secteur affichent peu d'espoir.

Les réservations avaient déjà chuté après l'attentat du Bardo et dès vendredi soir, les touristes s'empressaient de quitter le pays.

Selon des tours opérateurs britanniques et belges, quelque 4 500 touristes devaient avoir été rapatriés dimanche soir par des vols spécialement affrétés.

Tunis n'a toujours pas publié la liste détaillée des victimes qui n'étaient vêtues que de leurs maillots de bain au moment du carnage, sans papiers d'identité sur elles.

«Nous prenons le temps nécessaire. Il faut faire zéro erreur. Nous avons pris les empreintes dentaires et manuelles (de certaines victimes). Des familles sont arrivées de l'étranger pour identifier les corps», a déclaré Naoufel Somrani, directeur des services d'urgence au ministère de la Santé. Outre les victimes britanniques, une Allemande, une Belge, une Irlandaise et une Portugaise figurent parmi les morts selon les autorités.

Les touristes étaient clairement visés à Port El Kantaoui selon plusieurs témoignages. Mais dimanche matin, devant un hôtel proche de l'Imperial Marhaba, une quinzaine d'étrangers prenaient le soleil sur la plage. «J'ai choisi de poursuivre mes vacances. Ce n'est la faute de personne. On a peur, oui, on ne peut pas dire qu'on n'a pas peur. Mais ça arrive partout ce genre d'actes», dit à l'AFP Safia, une touriste française d'une soixantaine d'années. Outre les attaques contre les touristes, des dizaines de soldats et policiers ont été tués depuis 2011 dans des attaques terroristes, la plupart au mont Chaâmbi où se trouve le principal maquis islamiste du pays.

De plus, la Tunisie fournit aujourd'hui le plus gros contingent de ressortissants —environ 3 000 — auprès de groupes terroristes en Syrie, en Irak et en Libye.

CAMEROUN

Les forces camerouno-tchadiennes lancent une offensive contre Boko Haram

Les forces camerounaises et tchadiennes ont lancé dimanche une offensive conjointe contre des positions du groupe extrémiste Boko Haram près de la frontière nigériane, rapportent des sources militaires camerounaises.

Les éléments de Boko Haram ont été localisés dans les localités de Sague et Kreta, situées dans le nord-est du Nigeria voisines de celles de Hile Hifa et de Balgaram dans la région de l'extrême-nord du Cameroun. Ils ont subi d'intenses frappes aériennes tchadiennes, appuyées par des tirs d'artillerie de l'armée camerounaise, a précisé l'une de ces sources, citée par l'agence Chine nouvelle. Quelque 2 500 soldats tchadiens avaient été envoyés mi-janvier par les autorités de N'Djamena pour prêter main-forte au Cameroun pour contrer cette menace terroriste. Presque le même nombre avait été aussi dépêché par la suite au Nigeria, où ces forces avaient réussi à déloger les insurgés dans plusieurs villes et localités sous leur contrôle, dont Gambaru et Dikwa. Mais depuis le retrait de ces troupes tchadiennes à la demande du pouvoir nigérian, Boko Haram est revenu occuper quelques-uns des territoires.

BURUNDI

Le président de l'Assemblée nationale, réfugié en Belgique, dénonce le «forcing» électoral de Nkurunziza

Le président de l'Assemblée nationale burundaise Pie a annoncé dimanche depuis Bruxelles qu'il se trouvait «momentanément contraint» de rester loin de son pays, en proie aux violences, et a dénoncé le «forcing» du Président Nkurunziza pour un 3e mandat «illégal». «Pour le moment, je suis contraint de rester à Bruxelles», a déclaré M. Ntavyohanyuma sur la chaîne de télévision France24. Il a demandé au Président du Burundi, Pierre Nkurunziza, de renoncer à organiser les élections lundi pour briguer un 3e mandat «illégal» et l'a appelé à engager «un dialogue inclusif» avec toutes les composantes politiques.

MALI

Un groupe islamiste prend le contrôle d'une ville proche de la Côte d'Ivoire

Des hommes armés soupçonnés d'être des djihadistes ont pris dimanche le contrôle d'une partie de la ville malienne de Fakola, près de la frontière ivoirienne, a-t-on appris de sources concordantes.

Au cours de leur attaque, les assaillants ont mis à sac le principal bâtiment administratif de la ville, située à une vingtaine de kilomètres de la Côte d'Ivoire, ont précisé ces sources.

«Les djihadistes ont attaqué ce matin la ville de Fakola. Ils ont fait des dégâts et ils contrôlent actuellement une bonne partie de la ville», a déclaré à l'AFP un élu de cette localité située à 300 km au sud de la capitale Bamako.

«Ils sont arrivés très armés. Ils étaient enturbannés. Ils avaient le drapeau noir et scandaient des versets du Coran. Ils ont d'abord attaqué le camp de la gendarmerie et ensuite le camp militaire», a ajouté la même source.

Un véhicule de l'armée a été brûlé par les assaillants qui ont également saccagé le siège de la sous-préfecture, a indiqué à l'AFP un habitant dont les propos ont été confirmés par le sous-préfet.

«Ils ont saccagé la sous-préfecture et pris ma moto. J'étais caché, ils ne m'ont pas vu», a déclaré à l'AFP ce responsable administratif. Un agent du service local des Eaux et forêts, chargé de la protection de l'environnement, a indiqué à l'AFP que «les djihadistes sont actuellement également positionnés dans le camp des agents des Eaux et forêts». «Ils contrôlent une bonne partie de Fakola. Ils ne sont pas dans l'autre partie de la ville mais l'armée malienne n'est pas aussi là», a ajouté la même source.

«Ils ont également pris position en face de la frontière ivoirienne. Ils sont vraiment armés. Les populations ont peur. Mais les djihadistes ont dit qu'ils ne (leur) feront rien» et que «leur problème, (c'est) avec les militaires» a déclaré à l'AFP un autre habitant de Fakola.

Une source militaire a confirmé l'attaque et annoncé un renfort de l'armée.

C'est la deuxième fois en moins d'une vingtaine de jours que cette partie sud du Mali est touchée par des attaques djihadistes.

La ville de Misséni, près des frontières ivoirienne et burkinabè, avait été attaquée le 10 juin par des islamistes qui avaient tué un militaire et en avaient blessé deux autres, selon le ministère malien de la Défense. Les attaques djihadistes étaient jusqu'ici limitées au nord et au centre du pays.

Samedi, au nord du Mali, une attaque imputée à des islamistes a fait trois morts parmi les soldats du camp militaire de Nara, près de la frontière mauritanienne.